

Il ne faut pas ralentir le rythme des réformes

Par
Michel Godet *



**« Ce jeudi noir
aura coûté
fort cher : près
de 5 milliards d'euros
de richesse non créée
par jour de travail
en moins »**

Il court, il court, le furet des réformes, et les médias comme les partenaires sociaux ont peine à suivre un président qui est sur tous les fronts à la fois et en ouvre de nouveaux (régimes spéciaux, statut des fonctionnaires) quand la volonté de réforme rencontre un obstacle. Fort des premiers succès extérieurs (traité simplifié européen, libération des infirmières bulgares), on pouvait profiter de l'État de grâce et tenir les promesses du candidat : on allait réformer l'université, instaurer le service minimum dans les services publics (souhaité par 70 % des Français) et réduire le train de vie de l'État en ne remplaçant qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite !

Voilà que depuis mi-septembre les syndicats s'inquiètent : on parle d'aligner les régimes spéciaux sur celui des fonctionnaires. L'intervention télévisée du président le 20 septembre fut un exceptionnel sans-faute : chapeau l'artiste ! Il a abordé tous les sujets sans langue de bois et avec une grande force de conviction. Les réformes : il veut, il peut, il va les faire ! On va bientôt savoir si la détermination du président l'emporte sur celle

des grévistes. La grève des services publics du 18 octobre va servir de test pour savoir si dans le gant de velours il y a une main de fer ou de guimauve.

Ce jeudi noir aura coûté fort cher : près de 5 milliards d'euros de richesse non créée par jour de travail en moins. La France n'est pas

riche, elle croule déjà sous les dettes. Rien n'y fait, certains privilèges sociaux étant d'abord la contrepartie de la capacité de nuisance, on continue en octobre 2007 à prendre la population en otage et à réclamer le retour en arrière à 37,5 annuités pour tous ! Comme si l'on pouvait revenir à la France jeune des années 70 avec beaucoup d'actifs et peu de retraités et une espérance de vie de huit ans plus faible ! En raison du vieillissement, les Français devront aussi, comme les autres Européens, travailler jusqu'à 65 ans voire au-delà à temps partiel.

Dans ces conditions, il faut aussi que les régimes spéciaux injustifiés disparaissent : ceux qui partent le plus tôt sont aussi ceux qui touchent le plus (85 % de taux de remplacement à EDF-GDF) et vivent le plus longtemps avec une espérance de vie qui dépasse celle des instituteurs. À 50 ans, les conducteurs de TGV sont tellement « épuisés » que nombre d'entre eux se font embaucher ailleurs (souvent une filiale de la SNCF) pour cumuler leur retraite avec un nouvel emploi privé ! Du point de vue syndical, la grève du 18 octobre aura été un succès :

avec 75 % de participation ! Du point de vue des citoyens contribuables et usagers, la colère monte : ils se demandent toujours pourquoi on n'a pas instauré le principe des grèves positives, en assurant le service public sans faire payer l'usager ! Quant au service minimum, on l'attend toujours.

Si le président devait reculer sur l'alignement des régimes spéciaux (5 % des ayants droit pour 8 % des pensions versées) sur celui de la fonction publique, il ne pourrait pas rapprocher cette dernière du régime général. Ce qu'il faudrait pourtant faire puisque les fonctionnaires ne représentent que 12 % des ayants droit mais déjà 31 % des pensions versées. Leur départ massif à la retraite pose un problème de financement incontournable, sauf à instaurer les retraites par répartition sous conditions de ressources ! C'est une question d'équité pour les travailleurs et de responsabilité vis-à-vis des générations futures.

Cependant, on peut craindre que la volonté politique affichée se retrouve amoindrie dans les

faits comme ce fut le cas ces derniers mois.

Pour la fonction publique nationale, la réforme est enclenchée mais pas au rythme promis, puisque seulement 23 000 postes sur 70 000 départs ne seront pas remplacés en 2008. C'est une pièce majeure de la cohérence du programme de Nicolas Sarkozy qui fait ainsi défaut. Comment payer plus les fonctionnaires qui restent s'ils sont toujours aussi nombreux ? Sans oublier que ceux qui partent à la retraite coûtent presque aussi cher qu'en travaillant. Pourquoi n'a-t-on pas eu l'idée de bon sens de les garder le plus longtemps possible ? On continue malheureusement à créer de nouvelles dépenses publiques (avec notamment l'augmentation au rythme de 40 000 par an des fonctionnaires dans les collectivités territoriales) en les finançant, à crédit, sur le dos des générations futures.

En ce qui concerne les heures supplémentaires non taxées pour sortir par le haut des 35 heures, je suis inquiet : à l'origine de l'idée du « black officiel » pour encourager les fourmis, j'ai tout fait, mais

en vain, pour éviter l'usine à gaz (et à fraude) des ruineuses réductions de charges.

Durant l'été, alors que les étudiants étaient en vacances, on a lâché aussi sur l'élection des présidents d'université puisque les personnalités extérieures ne pourront participer à leur élection. Autre recul, la sélection à l'entrée des universités a été reportée au-delà de bac + 3 !

Enfin, on a fait aussi le minimum sur le service minimum dans les transports qui, même dans sa version peau de chagrin (préavis individuel de grève de 48 heures à l'avance, vote à bulletins secrets pour la poursuite de la grève), ne sera pas appliqué à l'éducation. S'il est scandaleux de prendre des usagers en otages dans les transports, que dire des enfants dans les écoles que l'on prive du savoir qui leur est dû ? Espérons que le président n'arrêtera pas le furet des réformes dans sa course ! Il y va du sursaut de notre pays. Nos voisins se sont réformés, pourquoi pas nous ?

* Professeur au Cnam, a écrit *Le Courage du bon sens* (Odile Jacob, 2007).